

# Planification stratégique de la WACC : Réalisations et apprentissages découlant du Plan stratégique actuel (2017-2021)

## Sommaire

Alors que l'Association mondiale pour la communication chrétienne (ci-après désignée sous son sigle anglais, WACC) entame une nouvelle étape de sa planification stratégique, il est judicieux de se pencher sur le plan stratégique actuel et de passer en revue les réalisations, ce qui n'a pas été à la hauteur de nos ambitions et quelles en sont les raisons.

La WACC Global compte plusieurs réalisations impressionnantes survenues entre 2017 et 2021, en dépit des limites de personnel et de financement. Ces réussites ont renforcé la pertinence de l'approche fondée sur les droits de communication en matière de développement durable, particulièrement quant au soutien offert aux projets, à la priorité toujours présente de traiter des médias et de la justice, à la pertinence des plaidoyers reposant sur les droits de communication touchant des enjeux émergents sur la scène mondiale, mis en lumière par la pandémie de la COVID-19 et la transformation numérique. Les communications externes se sont considérablement consolidées et la visibilité accordée au travail de la WACC, sur les scènes mondiale et régionale a pris de l'ampleur. Cependant, les défis financiers persistent, tout comme le travail visant à construire et à mobiliser notre réseau de membres et d'alliés.

Certaines initiatives n'ont pas été menées tel que prévu puisque les besoins et le contexte les entourant ont changé en cours de route. Cette souplesse dans la mise en œuvre constitue une composante clé de tout plan stratégique. La revue suivante des réalisations et apprentissages reflète le cadre du plan stratégique actuel (2017-2021).

## 1. Les initiatives de la WACC

*Le but ultime des programmes de la WACC est de veiller à ce que l'ensemble des activités, projets et plaidoyers de la WACC soient centrés sur la promotion, la mise en œuvre et le soutien des droits de communication pour toutes et tous, particulièrement pour les gens et les communautés les plus pauvres, exclus et vulnérables.*

### 1.1 Les plaidoyers en faveur des droits de communication

#### 1.1.1. Surveillance des médias

*Objectif : Recueillir des données sur la couverture des principaux enjeux liés à la pauvreté, la justice et la paix dans les médias d'information du monde entier, qui serviront de fondement aux plaidoyers éclairés, y compris la représentation erronée et les préjugés.*

La pandémie de la Covid-19 n'a pas freiné le Projet mondial de surveillance des médias (GMMP, selon son sigle anglais) en 2020. Il a eu lieu le 29 septembre, rassemblant des milliers de bénévoles de 145 pays du monde entier. Bien que tenu plus tard que la date initialement prévue en avril, le Secrétariat mondial GMMP a repensé sa stratégie relative à la formation et à la surveillance. On a également ajusté les outils de recherche afin de les adapter aux actualités dominées par les reportages sur la Covid-19.

Le dynamisme des participants était évident sur les médias sociaux. Des photos et des vidéoclips pris lors de la journée de surveillance ont été partagés et les participants ont consulté le contenu produit sur les comptes de la WACC et du GMMP. Cette situation a donné lieu à une croissance du nombre de personnes s'engageant et suivant plus particulièrement les comptes du GMMP. Le GMMP de cette année a attiré plus de participants que jamais auparavant, y compris de nouveaux partenaires provenant du Groenland, du Myanmar, de l'Irak, des Îles Caïmans, du Timor-Leste et de Macao. La Russie est également revenue après une période d'absence.

Pour ce qui d'autres développements :

- En 2019, le GMMP a reçu le *Donald H. McGannon Award* lors de la 37<sup>e</sup> tenue de l'Everett C. Parker Ethics in Telecommunications Lecture and Awards, à Washington, D.C.
- Les résultats du GMMP sur les stéréotypes de genre dans les médias paraissent parmi les références utilisées par le Sénat du Mexique, lors de l'adoption d'une loi le 6 novembre, qui sanctionnerait la violence numérique envers les femmes.
- Le GMMP figure dans l'*International Encyclopaedia of Gender, Media and Communication* (IEGMC), un ouvrage de référence majeur qui explore les divers aspects et répercussions de la manière dont le genre est représenté dans les médias du monde entier. L'IEGMC est publié sur la Wiley Online Library et ses contributeurs incluent plus de 300 académiciens établis et émergents, provenant de 40 pays de tous les continents, y compris Dre Sarah Macharia, la gestionnaire du programme Genre et communication de la WACC.
- En octobre 2020, le Sénat mexicain adoptait une réforme de la loi luttant contre la violence à l'égard des femmes, pour y inclure la violence dans les médias et la violence numérique. La loi cite les constats du GMMP, poursuivant ainsi sa trajectoire d'influence, incitant des changements aux lois nationales relatives à l'égalité des genres, aux médias ou à la communication.

Cependant, en dépit du fait que la justice de genre demeure une priorité pour plusieurs partenaires et organisations de financement, et malgré la visibilité et la reconnaissance internationale quant à la quantité et à la qualité des données, le soutien financier accordé au GMMP a posé un défi considérable. Au bout du compte, on a levé assez de fonds pour assurer le succès du GMMP, avec l'espoir que des partenaires de financement actuels et futurs qui participent activement au processus soutiendront les efforts de plaidoyers nécessaires après la publication des résultats.

Hormis le GMMP, la WACC a orienté ses efforts liés aux droits de communication et à la méthodologie de la surveillance des médias vers la représentation des réfugiés et des migrants dans les nouvelles. Bon nombre des associations régionales de la WACC (Europe, Amérique latine, Afrique et Asie) ont entrepris des recherches sur la représentation des migrants et des réfugiés dans les médias. La WACC a été invitée par Citoyenneté et Immigration Canada à présenter une proposition sur les représentations de la migration en Colombie, où la WACC travaille à la question de la migration et des droits de communication depuis 2019.

La surveillance des médias s'est également attardée, avec des résultats notables, sur la représentation de la pauvreté dans le contenu médiatique. Il est évident que l'une des plus grandes forces de la WACC est sa méthodologie encadrant la surveillance des médias, qui peut être appliquée à plusieurs enjeux.

**1.1.2 Campagne** – *La WACC fera campagne pour éliminer le sexisme dans les médias d'ici 2020. La WACC jouera un rôle actif de revendication en accueillant le secrétariat de l'Alliance mondiale genre et médias (GAMAG, en anglais) de l'UNESCO.*

Sous le leadership de la WACC, en tant que Secrétaire général et à la présidence de l'Association internationale des études et recherches sur les médias et la communication (IAMCR, en anglais), la GAMAG a gagné en visibilité et en renommée, en plus d'être publiquement reconnue par les membres et son instance fondatrice, l'UNESCO.

- La WACC, en assumant un rôle de chef de file au sein de la GAMAG, a mené l'Alliance vers le développement et la mise en œuvre d'une stratégie visant à influencer les débats des 62<sup>e</sup> et 63<sup>e</sup> sessions de la Commission de la condition de la femme (CSW, en anglais), tenues en 2018 et 2019 respectivement. La session CSW 2018 fut particulièrement marquante puisque centrée sur les médias, ce thème étant examiné pour la première fois depuis 2003.
- En février 2018, la WACC participait au préforum CSW de Mexico, à l'invitation du ministère mexicain chargé des questions liées aux femmes et à l'égalité des genres, l'Instituto Nacional de las Mujeres (INMUJERES). Le forum a contribué à façonner les interventions de la délégation mexicaine en matière de médias lors de la CSW 2018.
- La WACC a contribué un exposé de position faisant partie d'une collection publiée par la GAMAG, en collaboration avec l'UNESCO. Des versions abrégées de certains documents abordant plusieurs dimensions du genre, des médias et des TIC paraissent dans *Media Development* (2018:1)
- La WACC a coédité la compilation des exposés de position de la publication *Setting the Gender Agenda for Communication Policy: Proposals from the Global Alliance on Media and Gender*. Le livre a été publié conjointement avec l'UNESCO et lancé lors de la conférence de l'IAMCR, à Madrid en juillet 2019.
- La WACC et le réseau GMMP ont également organisé un atelier intitulé *Focus on Section J – Taking stock, looking forward*, afin d'informer les participantes et participants des progrès réalisés en matière de genre et médias à la suite des

résolutions adoptées lors de la CSW 47 et la Section J du Programme d'action de Beijing.

- Sur le plan des plaidoyers d'envergure mondiale, dans le cadre des sessions CSW 2018 et 2019 :
  - La WACC a abordé la question des normes minimales pour les médias lors de la manifestation parallèle phare d'ONU Femmes intitulée *Leaving No One Behind for Planet 50/50 by 2030: Every rural woman and girl everywhere* (Mars 2018). Cette contribution a nourri l'élaboration des politiques normatives (pour les médias) requises pour veiller à ce que les femmes et les filles les plus marginalisées des communautés rurales soient mises de l'avant dans le cadre du programme justice de genre sous les ODD.
  - La WACC a présenté une déclaration lors du dialogue interactif de haut niveau dans le cadre de la session plénière de la CSW de 2019, organisée en préparation de l'examen Beijing +25. La déclaration mettait en lumière le rôle des médias dans l'accélération de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing en faveur de l'avancement des femmes, tirant profit des travaux du GMMP et de la GAMAG.
- Les efforts du GMMP et de la GAMAG ont porté fruit lors de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), tenue en 2019. À titre de paneliste invitée par l'UNFPA, le Dart Centre for Journalism and Trauma et le Rutgers Centre for Women's Global Leadership, la WACC a discuté du rôle des médias d'information dans l'élimination de la violence fondée sur le genre.

La stratégie de la WACC et de la GAMAG vis-à-vis la CSW a porté fruit : Les Conclusions concertées adoptées par la Commission de la condition de la femme abordent les enjeux liés aux médias, résultat des efforts de lobbying et de soutien de la part de divers gouvernements. La reconnaissance de haut niveau accordée au fait que les médias soient au centre de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes confère un levier supplémentaire aux futurs travaux sur le thème genre et médias, y compris les efforts visant à mobiliser les ressources indispensables.

La campagne *Mettre fin au sexisme des médias d'information d'ici 2020*, lancée en 2016, a obtenu des résultats substantiels, notamment :

- La WACC a établi des partenariats avec les organisations de la société civile pour mettre en œuvre la campagne dans plusieurs pays, y compris le Pakistan, la Mongolie, l'Ouganda et le Nigeria.
- En Mongolie, l'école de journalisme Setguulch a contribué à ce que des étudiants en journalisme et de jeunes professionnels acquièrent des compétences dans les reportages sur l'égalité des genres et dans l'emploi de la version en langage local de la carte de pointage genre et médias qu'utilise la campagne *Mettre fin au sexisme des médias d'information*.
- Le centre de recherche du Royaume-Uni au Pakistan, par la voie de sa cellule Women's Media Complaint, a jeté la lumière sur les bonnes/mauvaises pratiques

dans les médias du point de vue du genre, en partenariat avec des étudiants du domaine des médias et des journalistes de sexe féminin. L'initiative pakistanaise encourageait les médias, les auditoires, les universitaires et les responsables des politiques à agir, en allant au-delà des plaidoyers et de la sensibilisation.

Les réalisations en termes de plaidoyers, produites en collaboration avec la GAMAG font partie des efforts de la campagne *Mettre fin au sexisme dans les médias d'information d'ici 2020*. Évidemment, le but de la campagne était ambitieux et les apprentissages qui en découlent devraient guider les objectifs de plaidoyers résultant du GMMP 2020.

### **1.1.3 Indice sur les droits de communication**

*Objectif : Travailler à la mise en place d'un Indice sur les droits de communication qui peut servir d'outil de surveillance quant à la mesure dans laquelle un pays favorise les communications accessibles et démocratiques.*

En 2012-2014, la WACC a mise en œuvre un projet de trois ans en Bolivie, qui comprenait un Indice évaluant les droits de communication chez les personnes vivant avec un handicap. Il était prévu que la WACC tirerait profit de cette expérience en la reproduisant à l'échelle nationale, puis dans d'autres pays. Une ou deux alternatives ont été examinées, mais le manque de financement a freiné l'évolution du projet. Le concept de l'Indice impliquait la collecte de données de plusieurs sources existantes<sup>[1]</sup>, et la création d'un moyen d'agréger et de pondérer ces données afin de produire des résultats comparables, et d'utiliser ces données probantes lors des campagnes de plaidoyers en faveur du changement à l'échelle nationale.

La WACC n'a pas poursuivi dans cette veine pour plusieurs raisons. D'abord, en raison de la complexité du projet; puis, à cause du manque de compréhension à l'extérieur de l'organisation concernant le lien entre les droits de communication et le développement/la justice sociale; et finalement, parce que le concept ne figurait pas au rang des priorités chez les bailleurs de fonds éventuels<sup>[2]</sup>.

### **1.1.4 Charte des droits de communication**

*Objectif : Travailler à la création d'une Charte des droits de communication qui peut servir de point de repère en matière de bonne gouvernance et de bonne citoyenneté.*

La référence sur ce sujet était la Charte populaire de la communication (PCC, en anglais), élaborée par Cees J. Hamelink en 1999, qui avançait qu'il était temps « que les citoyens et leurs organisations adoptent un rôle actif pour ce qui est de façonner l'environnement culturel dans lequel tous les enfants naissent et dans lequel toutes les personnes vivent et apprennent » [Traduction libre]. La PCC a été largement saluée chez les acteurs de la société civile. Cependant, d'une certaine manière elle a cédé le pas aux résultats contestés du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) (2003 and 2005). Elle a commencé à s'estomper à la suite de la décision de l'UTI de mettre l'accent sur les nouvelles technologies de l'information et de communication des plateformes

numériques, dont les résultats initialement prometteurs laissent entrevoir un redressement des déséquilibres liés à l'accès et à l'abordabilité.

En 2017, en consultation avec les partenaires de projets et d'autres organismes, la WACC produit une Charte des droits de communication, sous forme de justifications étayant dix principes ou affirmations qui énoncent à la fois l'intention et la résolution, et qui ont fait progresser le débat de l'arène académique vers la sphère pratique. Les « mots à surveiller » suivants illustrent « Dix affirmations sur la communication », exprimées en tant que droits :

1. Liberté – Toutes et tous ont le droit de communiquer, d'informer et de partager les connaissances.
2. Égalité – Toutes et tous ont droit à la dignité et au respect.
3. Justice – Toutes et tous ont droit à la juste représentation.
4. Identité – Toutes et tous ont droit à leur propre identité culturelle et linguistique.
5. Capacité – Toutes et tous ont droit aux compétences en communication et à la littératie médiatique.
6. Accessibilité – Toutes et tous ont le droit d'accéder à la communication, à l'information et aux connaissances, à des niveaux abordables.
7. Participation – Toutes et tous ont le droit de participer à la société des communications.
8. Indépendance – Toutes et tous ont le droit à des médias sociaux et de masse indépendants.
9. Diversité – Toutes et tous ont droit à la diversité des opinions et des points de vue.
10. Responsabilité – Toutes et tous ont droit à du contenu responsable dans les communications publiques.

La WACC n'a pas mené de campagne publicitaire entourant ces affirmations, mais elles ont été diffusées dans la publication de la WACC *Media Development* (2/2017) et par la suite dans le livre *Expanding Shrinking Communication Spaces* (2020). Les images de l'Amérique latine ont été conçues pour illustrer les affirmations et les mots clés traduits en espagnol et en allemand. Cependant à ce jour, l'initiative a cessé d'évoluer. Le personnel examinera la manière dont ces affirmations pourraient être appliquées à l'avenir afin de favoriser une compréhension plus « populaire » des droits de communication.

## **1.2. Renforcer les capacités de promouvoir et de consolider les droits de communication**

La pandémie de la Covid-19 a mis en lumière l'importance du rôle de la communication quand il s'agit de sauver des vies. Elle a également souligné les répercussions des projets de la WACC : les médias communautaires ont été au premier plan quand il fallait

comblent les lacunes en matière d'information, particulièrement dans les communautés marginalisées. La WACC a interrogé quelque 100 partenaires des médias communautaires sur la façon dont ils ont réagi à la COVID-19 et sur leurs besoins, afin qu'ils puissent continuer de veiller à ce que les communautés demeurent informées et en sécurité. Voici quelques-unes des répercussions de leurs actions :

- Le partenaire du réseau des médias communautaires de la WACC en Jordanie, qui a formé 15 journalistes citoyens, y compris des réfugiés syriens du camp de Zaatari, a produit plus de 30 reportages sur les conséquences économiques, sociales et psychologiques de la Covid-19 sur les réfugiés syriens vivant à l'intérieur ou à l'extérieur des camps.
- L'Indigenous Community Radio Network du Népal (ICRN) a produit des messages d'intérêt public (MIP) sur la Covid-19 en langues autochtones; ces initiatives ont été reconnues par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) comme l'une des « pratiques prometteuses » en réponse à la pandémie du coronavirus.
- Des journalistes citoyens de la frontière entre la Colombie et le Venezuela ont mis en lumière la détresse des migrants touchés par la pandémie.
- La Northern Uganda Radio Apac, Ltd., une station de radio communautaire du Nord de l'Ouganda et partenaire de projet de la WACC Global, a disséminé « des renseignements exacts, fiables et pertinents » sur la Covid-19 à une population largement agricole et rurale dans les districts d'Apac, d'Oyam, de Kole, de Kwania et de Lango.

Réagissant à la cartographie des médias communautaires et examinant la meilleure façon pour la WACC de répondre à la pandémie de la Covid-19, l'association a lancé un fonds appelé le Community Media Rapid Response Fund et insisté sur le travail essentiel des médias communautaires par l'entremise de son site Web et des médias sociaux. La rétroaction reçue confirmait la visibilité et la pertinence de l'approche adoptée par la WACC. Le Fonds a servi à mettre sur pied une nouvelle tentative de financement communautaire, *CanadaHelps* qui, par des contacts personnels, a levé assez de fonds pour soutenir un projet au Mexique. Plusieurs autres partenaires des médias communautaires ont aussi reçu des subventions directement d'autres initiatives de financement distinctes vers lesquelles la WACC les a dirigés.

Pour ce qui est de l'ensemble des projets de la WACC, en dépit d'un niveau relativement modeste de subventions et de leur courte durée, les projets soutenus par la WACC ont réussi à obtenir des résultats positifs, selon l'évaluation du DIP menée en 2019-2020. On notait que :

- La WACC a présenté de solides arguments quant à la corrélation entre les droits de communication et les Objectifs de développement durable.
- 36 projets (sur les 37 terminés) ayant été réalisés entre 2016 et le milieu de 2019 ont satisfait à 75 % aux cibles de résultats, obtenant une note moyenne de 83,4 %. Ce nombre ne tient pas compte des projets qui ont fait rapport après la

première moitié de 2019, suggérant que le nombre de projets ayant porté fruit est beaucoup plus élevé.

- Le partage des connaissances se produit de plusieurs façons et il est corroboré par la rétroaction des partenaires.
- Plus de 13 partenaires ont été soutenus afin qu'ils participent à des activités externes, qui comprenaient le partage des connaissances.
- Des fonds de reconnaissance publique soutiennent fréquemment la dissémination du contenu lié à un projet au sein d'auditoires éventuels ou existants.
- Les projets ont directement rejoint les bénéficiaires prévus, qui ont réagi positivement.
- Il existe de nombreux exemples de pratiques de communication améliorées et de changement d'attitudes entourant les pratiques de communication, qui pourraient mener à des changements concrets.
- Les capacités des partenaires en matière de plaidoyer ont augmenté, ce qui leur a permis d'exercer du leadership sur la question des droits de communication. « Par l'entremise de la WACC, j'en ai appris davantage sur les médias et le contenu relatif au genre. Cela m'a donné confiance et de l'influence face aux responsables des politiques », affirmait la partenaire de projet Subhechha Bindu, travailleuse à la surveillance des médias, activiste et journaliste d'*ASMITA Nepal*.
- Le DIP contribue à la visibilité, à la compréhension et à la pérennité du travail entourant les droits de communication, à l'échelle mondiale et nationale.
- La WACC et ses partenaires ont fait des efforts manifestes (implicitement et explicitement) pour optimiser les quatre dimensions du rapport qualité-prix (économie, efficacité, efficience et équité), tant en termes de programmes que de projets.
- Le DIP est orienté sur l'équité. Le genre est stratégiquement intégré et considéré comme une question intersectionnelle.

Par exemple, en 2018, la WACC a soutenu 25 projets mis en œuvre par les partenaires de 14 pays, en plus de quatre projets régionaux menés par les associations régionales de la WACC en Afrique, en Amérique latine, en Europe et en Asie. Parmi les résultats obtenus :

- Le renforcement des radios et télévisions communautaires autochtones en Amérique centrale et au Népal;
- Une campagne de plaidoyer reposant sur des données probantes afin de changer la perception du public à propos de la migration au Kenya, au Nigéria et en République démocratique du Congo;
- Des efforts ciblés visant à rehausser la sensibilisation à l'égard du trafic humain dans les Caraïbes;
- Les meilleures pratiques issues des projets ont été partagées lors des principales rencontres internationales;
- Seize partenaires de la WACC ont rehaussé leur notoriété publique par la voie de campagnes en ligne et de nouveau matériel sur les droits de communication.



En 2019, la WACC affinait son centre d'intérêt programmatique afin de mieux s'aligner avec les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. À partir de 2020, les projets financés par la WACC seront réalisés sous les thèmes suivants : Communication et justice de genre, Communication autochtone, Migration et droits de communication, Changement climatique et droits de communication et Justice numérique et droits de communication. Ce virage résulte d'un long processus de consultation débuté en 2016 et tire profit des commentaires émis par quelque 90 organisations partenaires du monde entier.

### **1.2.1 La communication pour le changement social**

*Objectif : Mettre de l'avant les droits de communication dans la pratique, afin de susciter l'avènement de sociétés dans lesquelles toutes et tous, où qu'ils soient, puissent participer à des débats transparents, éclairés et démocratiques.*

Considérant la convergence des médias traditionnels et numériques, la WACC perçoit toujours une occasion de se centrer sur la manière dont les plateformes médiatiques peuvent contribuer à faire progresser les droits de communication dans la pratique, tout en favorisant un changement social plus vaste. Les projets soutenus sous ce programme renforcent le travail des organisations de la société civile dans la mise en œuvre d'efforts comme le journalisme citoyen, les médias communautaires, les médias pour la paix dirigés par des citoyens et la surveillance des médias favorisant la participation démocratique, et la citoyenneté active chez les peuples et les communautés marginalisés. Après une revue externe du DIP et une recommandation stratégique concernant l'allocation de subventions, le programme de projets de petite envergure a été révisé en 2019, devenant le Programme de communication pour toutes et tous (CAP, en anglais), se concentrant sur cinq domaines thématiques (le genre, les migrants et les réfugiés, les Autochtones, le changement climatique et les droits de communication numériques), en plus de cibler l'impact global des projets sur le renforcement du mouvement des droits de communication. Le mandat actuel du CAP se terminera en 2023 et il est principalement financé par *Brot für die Welt*.

Migration et réfugiés : Les droits de communication pour les migrants et les réfugiés sont devenus un point focal majeur pour la WACC, reposant particulièrement sur la surveillance des médias, très bien reçue et menée par les régions de la WACC (l'Europe en 2017 et l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie en 2018) et deux initiatives en Colombie, à la frontière du Venezuela et de l'Équateur où l'on a formé des journalistes citoyens. La WACC Global a colligé les données et les ressources pour les journalistes couvrant les nouvelles concernant la migration et les réfugiés ainsi que les reportages paraissant dans le portail <https://waccglobal.org/resources/migration-reporting/>. Ce site contient des données statistiques, des lignes directrices concernant les reportages, des codes de déontologie pour les médias, des exemples de bonnes pratiques, des ressources téléchargeables et bien plus encore.

Le travail varié de la WACC dans ce domaine a mis en lumière plusieurs de ses forces, parmi lesquelles : la *surveillance des médias* comme outil efficace et reconnu de recherche

et l'importance des données probantes dans les efforts visant à rehausser la visibilité du travail accompli; le rôle que peuvent jouer les associations régionales lorsqu'il s'agit de cerner et de répondre aux enjeux clés de leur région qui aident à rehausser la visibilité de l'ensemble du travail de la WACC; l'efficacité de la WACC en matière de soutien aux projets qui aident les communautés à aborder de réels problèmes de façon innovatrice. La visibilité de la WACC sur cette question a été démontrée par des invitations à présenter son travail lors du Forum mondial de la DW et de deux conférences Akademie de la DW sur la communication et la migration, en plus d'un séminaire de l'UE organisé par le Radicalisation Awareness Network.

*Changement climatique* : La WACC s'est engagée dans un partenariat avec la FAO afin d'identifier et de soutenir des projets d'une durée d'un an avec les partenaires locaux du Kenya, de l'Équateur et des Philippines. Ces projets, et d'autres encore, ont été ralentis par la pandémie de la Covid-19. L'un des aspects marquants de ces projets réside dans le fait qu'ils impliquent la création de réseaux communautaires de journalistes citoyens environnementaux. L'objectif consiste à renforcer la capacité des communautés à l'échelle locale, particulièrement les associations d'agriculture familiale, à utiliser les savoirs locaux et traditionnels en faveur de la gestion durable des ressources naturelles et pour atténuer les effets du changement climatique. Au début de 2020, la WACC a également lancé une initiative de trois ans intitulée *Voices of the Andean Moorlands: Network of Environmental Citizen Reporters in Colombia*. Cette initiative, entreprise conjointement avec un nouvel allié financier, le Fonds du primat pour le secours et le développement mondial, entend faire la promotion d'une culture de protection environnementale menée par les gens auprès des communautés Autochtones, paysannes et afrodescendantes des régions de la Colombie qui abritent des marécages et des écosystèmes marécageux. Alors que le changement climatique continue d'être l'un des enjeux les plus urgents qui nous touchent aujourd'hui, le soutien constant aux projets demeure une priorité, en plus des examens plus approfondis de la façon dont les droits de communication peuvent être appliqués le plus efficacement afin de traiter de cette question.

*Droits de communication numérique* : En plus de soutenir les projets locaux dans l'application des droits numériques à l'échelle locale et régionale, la WACC et le Conseil œcuménique des Églises sont à organiser un symposium sur la justice numérique avec d'autres partenaires œcuméniques, prévu en septembre 2021. La pandémie et l'accroissement massif de l'application des technologies numériques en ayant résulté ont rehaussé la sensibilisation concernant la nécessité d'aborder la communication numérique selon un cadre fondé sur les droits et la justice. Plusieurs gouvernements se sont mis à utiliser des outils de surveillance en réponse à la pandémie de la Covid-19, soulevant des préoccupations relatives à la vie privée, la liberté d'expression, et la démocratie en général. Bien que soit de plus en plus reconnues l'expérience et la pertinence de la WACC, particulièrement chez ses partenaires œcuméniques, ceci ne s'est pas traduit par un soutien financier directement accordé au travail de la WACC, au-delà des projets CAP.

*Droits de communication autochtones* : Après quatre ans de collaboration fructueuse, la WACC et l'organisme de droits des autochtones situé à Boston, Cultural Survival, ont

décidé de renouer et de rehausser leur partenariat. La WACC et Cultural Survival soutiennent des stations de radio communautaire autochtones et contribuent à établir des réseaux de diffuseurs autochtones. Ces projets ont déjà démontré leurs répercussions, ce qui souligne toute l'importance des médias communautaires dans le contexte des plaidoyers et du développement à l'échelle locale.

Ce qui importe encore davantage, c'est le fait qu'au-delà du soutien aux projets, la WACC travaille de plus en plus à rassembler les partenaires des projets et à consigner les apprentissages afin de renforcer notre mouvement collectif en faveur des droits de communication. Les exemples incluent notamment :

- Une consultation au Costa Rica en 2017, centrée sur la manière dont les projets relatifs aux droits de communication peuvent contribuer à réaliser les Objectifs de développement durable. Au moins 25 partenaires de projets y ont participé, en plus des personnes représentant l'UNICEF, Cultural Survival et les ONG régionales.
- La WACC a organisé une rencontre de ses partenaires de projets de l'ensemble des Caraïbes, du 25 au 27 février 2019. La rencontre a servi à nourrir la réflexion sur les défis et les occasions entourant les droits de communication et la diversité linguistique, particulièrement en relation avec le développement durable. Les recommandations présentées inspireront la stratégie programmatique de la WACC dans les Caraïbes pendant les années à venir. Ces recommandations guideront également les efforts de la WACC en matière de plaidoyer et de recherche relativement aux droits linguistiques dans le contexte du développement durable.

En mars 2018, le travail de la WACC avec le Development Initiatives Programme (DIP) a été reconnu lors du forum du Sommet mondial sur la société de l'information comme « Champion » dans la catégorie des « Dimensions éthiques ».

### **1.2.2 Genre et communication**

*Objectif : Soutenir la société civile des pays du Sud afin de combattre le sexisme dans les médias.*

La justice de genre est une priorité transversale, et ce, dans l'ensemble du travail de la WACC. Les projets dans ce domaine examinent la dimension du genre dans les reportages par la voie de la surveillance des médias. Les constats servent à des actions en faveur du changement comme la sensibilisation, la formation en littératie critique des médias, les plaidoyers et l'engagement auprès des professionnels des médias relativement aux questions de genre dans les politiques et pratiques médiatiques. Le centre d'intérêt a surtout porté sur le soutien de la société civile dans les régions des pays du Sud où l'on trouve des lacunes en matière de coordination régionale ou sous-régionale quant au travail genre et médias. Les projets ont surveillé la manière dont le genre était dépeint et représenté dans les principaux médias nationaux et régionaux, qu'il s'agisse de la presse, de la radio, de la télévision et/ou des nouvelles sur l'Internet.

- En 2018, la WACC a suscité la participation de 19 partenaires de projets de 17 pays à la consultation tenue sous le thème *Gender and Media: Challenges and*

*Opportunities in the Post 2015 Era*. La rencontre était tenue à New York, en marge de la CSW 2018. Elle a permis aux partenaires de la WACC de participer à la CSW. De cette consultation a émergé la [Déclaration de New York](#), une mise à jour de la Déclaration de Bangkok de 1994 qui fut l'un des cadres de politiques clés sous-jacents au programme sur le genre de la WACC.

- En 2019, une autre consultation organisée conjointement avec les partenaires de la WACC, African Women and Child Feature Service et l'Association of Media Women in Kenya, rassemblait 45 partenaires afin d'orienter la direction du programme Genre et communication, en plus de contribuer à l'examen 25+ de la mise en œuvre des recommandations « femmes et médias » du Programme d'action de Beijing.
- En 2020, une troisième consultation organisée conjointement avec le partenaire de la WACC en Équateur, GAMMA, réunissait 23 partenaires. La rencontre a mené à l'élaboration et à l'adoption de la Déclaration de Cuenca, qui affirme le soutien aux politiques internationales, régionales et nationales en faveur de la liberté d'expression et des droits de communication nécessaires à la démocratie.
- La stratégie de la WACC consistant à établir des partenariats avec des organisations de femmes d'envergure nationale, en mesure d'intéresser les médias nationaux, de faire du lobbying auprès des organes réglementaires de l'État et de mobiliser d'autres acteurs dans le cadre de plaidoyers, a porté fruit. Dans 30 projets mis en œuvre en Afrique (10 projets), en Amérique latine (10), en Asie (6), au Moyen-Orient (2) et en Europe centrale de l'Est (2), dans 19 pays, les partenaires ont réussi à obtenir des résultats dépassant ceux qui étaient initialement prévus.
- La visibilité générée par les projets a aidé divers partenaires à s'attirer une reconnaissance à titre de spécialistes de la question genre et médias. On en veut pour preuve les invitations à offrir de la formation sur le genre destinée aux médias, les demandes visant l'élaboration de ressources de perfectionnement des capacités sur le genre à l'intention des journalistes et les invitations à participer à des panels de programmes médiatiques en tant que spécialistes. En Ouganda, ONU Femmes a demandé à un partenaire de concevoir un manuel de formation sur les reportages concernant la violence fondée sur le genre. En Égypte, le partenaire a créé une boîte à outils sur l'analyse de genre appliquée aux œuvres dramatiques. En Bosnie- Herzégovine, le projet a contribué à renforcer la coopération entre les médias et les organisations non gouvernementales dédiées à l'égalité des genres, en plus d'aider à instituer une collaboration à long terme sur l'enseignement genre et médias entre le partenaire et l'Université de Mostar. Au Mexique, le projet a mené à l'établissement d'un code de déontologie minimal relatif aux reportages des médias sur les questions de droits fonciers, sous une perspective féministe et reposant sur les droits humains.

L'analyse des résultats des projets relève toute l'importance des méthodologies participatives, fondées sur le modèle du GMMP de la WACC, dans la création d'initiatives

conjointes avec les parties prenantes, s'assurant de leur adhésion au processus et aux résultats, et s'attirant le soutien lié au travail de suivi.

En examinant les leçons apprises et leur incidence sur l'orientation du travail dans le cadre programmatique, il est évident que :

1. La surveillance est un processus de longue haleine qui doit être maintenu, accompagné de la dissémination des résultats et de plaidoyers. La surveillance aide à rendre visibles les femmes et les groupes marginalisés et met en lumière la communication en tant qu'outil pour le changement social.
2. Il sera impératif d'augmenter les efforts de plaidoyer, sur les plateformes numériques et hors ligne. Les projets indiquent que la volonté politique de modifier les pratiques médiatiques ne suffit pas, non plus que la compréhension des journalistes à l'égard de la question de l'égalité des genres ne soit une mesure du professionnalisme. Il faudra des plaidoyers concertés, parmi d'autres actions, pour éliminer le sexisme dans les médias, les stéréotypes de genre, ainsi que la marginalisation et la discrimination à l'égard des femmes dans les médias. Il sera essentiel de maintenir la pression sur les leaders médiatiques afin de viser activement la qualité journalistique.
3. Un alignement plus étroit entre les initiatives « Plaidoyer pour les droits de communication » et « Genre et communication » constitue une voie de progrès naturelle afin de : i) réagir à l'orientation vers laquelle pointent les leçons tirées des petites projets; ii) passer à la phase d'utilisation de données probantes du GMMP 2020, et iii) rehausser le mandat de la WACC à titre de champion des droits de communication, prenant des mesures systématiques visant à bâtir et à consolider un mouvement des droits de communication.
4. Les alliances avec le monde académique mettront à profit les innovations issues de la recherche scientifique dans le renforcement des actions, alors que de nouveaux outils et connaissances sont intégrés aux interventions stratégiques.
5. La dissémination des résultats dans les médias et le dialogue public sont importants afin de rehausser la sensibilisation à l'égard du rôle social des médias et de leur pouvoir de changer le discours narratif.
6. De nombreuses organisations vouées à la liberté d'expression et au journalisme n'ont toujours pas intégré la dimension du genre à leur travail. Qui plus est, alors que les OSC qui défendent les droits humains des femmes allouent progressivement plus de ressources à la question de la communication, il ne s'agit toujours pas d'une pratique constante. Il importe que les projets de la WACC, à tous les niveaux programmatiques, intègrent systématiquement et activement une perspective de genre et une analyse intersectionnelle. Cette stratégie répondra aux lacunes persistantes et alignera le soutien de la WACC avec les normes actuelles de pratique en développement international.

### **1.3 Communications**

*Objectif : Élaborer et mettre en place des structures, systèmes et plateformes de communications appropriés, souples et efficaces, afin de bâtir des réseaux, de partager*

*l'information et les connaissances, et faire la promotion d'actions conjointes au sein des membres et des partenaires de la WACC.*

La WACC poursuit ses efforts à bâtir des réseaux, à partager l'information et les connaissances et à faire la promotion des actions conjointes parmi les membres et partenaires afin de promouvoir sa mission. La WACC continue également de travailler à rehausser sa visibilité et son influence à titre de mouvement mondial et régional, axé sur les droits de communication.

La WACC continue d'accroître la visibilité des apprentissages en matière de communication tirés des efforts communautaires et des données générées par les recherches, afin d'en tirer parti dans le cadre des politiques, de l'éducation et des pratiques médiatiques. Ceci comprend des présentations dans le cadre de conférences comme celles de la Commission de la condition de la femme en mars, le Forum sur la gouvernance d'Internet, l'assemblée générale de l'Alliance ACT, l'Association internationale des études et recherches sur les médias et la communication et le Forum mondial de la DW.

Uniquement en 2019, la WACC a soit organisé ou participé à *30 consultations et rencontres internationales liées aux droits de communication, tenues dans 15 pays*. La WACC a publié *11 déclarations et Appels à l'action* pour souligner les Journées internationales de l'ONU sur des sujets spécifiques à la communication ou à d'autres droits humains, et en réponse à des crises humanitaires ou autres. Au moins *50 analyses et 105 nouvelles et articles vedettes* ont été rédigés et partagés avec des partenaires et sur les médias sociaux, afin de rehausser la sensibilisation à l'égard des questions liées aux droits de communication et de jeter les projecteurs sur les projets soutenus qui abordent ces enjeux.

Avec l'appui d'une nouvelle employée à temps partiel, chargée des communications, la WACC a été en mesure d'étendre considérablement ses efforts de rayonnement : Dans le cadre de ses efforts pour que les membres, partenaires et autres parties prenantes demeurent informés à propos de son travail et bénéficient d'une plateforme où partager leurs idées, la WACC a commencé à publier *The Hub*, un bulletin bimensuel qui rejoint quelque 1 600 abonnés. Un bulletin spécial, *Let's Connect*, a aussi été conçu pour favoriser le maintien de la mobilisation et de la motivation du réseau GMMP en 2020, alors que la Covid-19 est venue perturber les plans de la Journée mondiale de surveillance.

En septembre 2019, la WACC lançait un nouveau site Web et un forum virtuel sous l'égide du Centre des droits de communication (CDC), afin de soutenir le dynamisme des écosystèmes de médias citoyens et de communication démocratique et le libre accès à l'information et aux connaissances.

Le site Web de la WACC Global, [waccglobal.org](http://waccglobal.org), a été revu quelques mois plus tard, présentant un format qui est plus simple à naviguer, et plus convivial pour les visiteurs et les appareils mobiles, en plus de contenir une architecture d'information améliorée.

La WACC a connu un modeste progrès sur le plan de sa présence et de sa portée sur les médias sociaux. La WACC Global, le Projet mondial de surveillance des médias et le Centre des droits de communication ont tous des comptes Facebook, Twitter et Instagram. La WACC Global a également un compte LinkedIn, comptant 255 abonnés.

- Le compte Facebook de la WACC a gagné 584 abonnés entre janvier 2019 et octobre 2020. Pendant la même période, son compte Twitter a gagné 309 abonnés. La WACC a créé un compte Instagram en mars 2019, qui compte actuellement 310 abonnés, dont la plupart ne sont pas membres ou partenaires de la WACC.
- Le compte Twitter du GMMP a gagné 516 nouveaux abonnés lors de la même période. Son compte Instagram a 232 membres. Sur Facebook, le GMMP a 2 714 abonnés, une hausse de 533 par rapport à 2 181 en 2019.

*Note : Les comptes du CDC n'ont pas augmenté autant, en partie parce que peu d'attention leur a été accordée en raison de restrictions de temps. Son compte Facebook a 21 abonnés, son compte Twitter, 52 et son compte Instagram, 45.*

La WACC a continué de produire sa publication internationale trimestrielle en ligne, *Media Development*, abordant les divers enjeux des droits de communication, de la démocratie des médias, en passant par le changement climatique, et ce, de façon continue depuis 1976. Les abonnements ont décliné au fil des ans, certainement en partie à cause du volume incroyable d'information gratuitement disponible sur l'Internet, et aussi en raison du coût élevé des abonnements (par exemple, *l'International Communication Gazette* demande 152 \$ aux individus et entre 2 147 et 2 338 \$ aux institutions). À l'échelle mondiale, il existe des centaines de publications parmi lesquelles choisir.

À la lumière du virage numérique et de l'augmentation des coûts de publication et de distribution, par principe, la WACC évite de publier des versions papier des livres et autres documents. Nous avons affiché un livre numérique comprenant les récents éditoriaux dans *Media Development* intitulé « Creating Openness ». De plus, en guise de suivi à son affirmation voulant que les Objectifs de développement durable ne fassent pas suffisamment référence au droit de communiquer, la WACC a publié conjointement avec Southbound (Penang, Malaisie), le livre de poche *Expanding Shrinking Communication Spaces*. Ce livre sera traduit en français, en espagnol et en arabe afin qu'il soit le plus visible possible.

#### **1.4 Bâtir des ponts, des réseaux et des partenariats**

*Objectif : Bâtir et développer des réseaux et des partenariats en tant qu'organisation fondée sur les droits, qui collabore avec des organisations confessionnelles et laïques afin de favoriser un dialogue qui contribue à l'avancement des droits de communication.*

La WACC évalue régulièrement ses occasions et ses partenariats formels et informels afin d'optimiser les incidences de ses plaidoyers et de son soutien et de rehausser sa visibilité.

La WACC est membre de l'Alliance ACT, du Partenariat international sur la religion et le développement durable (PaRD) et du réseau CDAC (Communicating with Disaster-Affected Communities). Dans la mesure du possible, le personnel de la WACC entretient des contacts réguliers avec ONU Femmes, l'UNESCO, l'UNICEF, l'Association internationale des études et recherches sur les médias et la communication (IAMCR) et bon nombre d'autres organisations du domaine des droits humains. Au début de 2020, le personnel avait désigné les événements et les conférences clés qui devraient être prioritaires sur le plan de la présence et de la visibilité de la WACC; ils ont tous été subséquemment annulés ou tenus en ligne, ce qui a restreint la participation.

Les réseaux genre et médias sont toujours aussi actifs, par le GMMP et la Global Alliance on Media and Gender.

Face aux restrictions imposées par la Covid-19, certaines associations régionales de la WACC ont également tenu leurs propres webinaires. La région de l'Amérique latine a organisé une série de webinaires très populaires à l'aide de la plateforme Zoom de la WACC.

L'association régionale de la WACC en Europe, en partenariat avec SIGNIS Europe, a tenu la 19<sup>e</sup> édition du Festival de télévision européen de programmes religieux à Paris en 2017. Cependant la 20<sup>e</sup> édition, prévue en juin 2020, a dû être mise en pause.

La planification en cours concernant la tenue d'un symposium sur la communication numérique pourrait éventuellement consolider les relations, plus particulièrement avec les organisations confessionnelles et œcuméniques européennes.

## 2. Systèmes et ressources d'organisation et de gestion

### 2.1 Le développement du financement

*Objectif : Se doter d'une organisation financièrement durable qui comptera sur les ressources requises pour réaliser sa vision, sa mission et ses priorités programmatiques.*

*La WACC mettra en œuvre la Stratégie de développement du financement adoptée par le conseil d'administration en 2016, qui préconise l'élargissement de sa base de donateurs et la diversification de ses sources de revenus. La WACC entend solidifier les collaborations conjointes avec les partenaires et les donateurs; élargir son réseau mondial et son rayonnement en identifiant et en tissant des relations avec des organisations et des fondations animées par des visions semblables à la sienne; accroître la visibilité de la WACC; et mener des efforts de financement au sein de, et parmi, ses membres du monde entier.*

En 2016, la Secrétaire générale Karin Achtelstetter a fait une première tentative d'aborder cet objectif en embauchant une personne responsable de la Stratégie de levée de fonds et du développement du financement, afin qu'elle « élabore une stratégie globale de levée de fonds pour la WACC, afin de diversifier ses sources de financement ». En dépit d'un examen exhaustif de la situation en 2017 et de la Stratégie du



développement du financement, l'accent placé sur ce qui avait été utilisé auparavant, en plus de ce qui pourrait être perçu à rebours comme des attentes mal placées, ont eu pour effet que l'initiative a généré bien peu de résultats.

En 2018, le Secrétaire général Philip Lee initie de nouvelles mesures pour faire face au double enjeu de la levée de fonds institutionnelle et programmatique, en fonction des priorités et des réalités changeantes dans l'arène de la levée de fonds. Le personnel a débuté le travail sur trois propositions soutenant la WACC en tant qu'institution; Genre et communication/GMMP; et Communication pour le changement social. L'objectif consistait à être en mesure de financer différents aspects du travail de la WACC, y compris les postes de coordination au sein du personnel, et d'ajuster les propositions aux diverses exigences des donateurs. Les initiatives et les étapes entreprises ont commencé à être consignées chronologiquement dans un document intitulé *Actions 2018-21*.

En 2020, un Groupe de travail sur la levée de fonds a été formé, composé des directeurs, du Comité des finances, du Secrétaire général, du Secrétaire général adjoint et du contrôleur financier. Le Comité était chargé de guider le conseil d'administration sur les politiques et actions en matière de levée de fonds visant à rendre la WACC financièrement durable, à court et à long terme. Il a approuvé un Plan d'action sur la levée de fonds qui a été élaboré à l'aide des recommandations d'un expert-conseil en levée de fonds. Le Plan sera mis en œuvre de manière différente et distincte par le personnel, les directeurs, les associations régionales, et autres. Des conversations ont été entamées avec des gens qui seraient susceptibles de présenter la WACC à d'éventuels financeurs, qui sont perçus comme essentiels pour se doter du financement de base nécessaire. Un webinaire avec les membres du conseil d'administration et des personnes représentant les associations régionales, mené par l'expert-conseil en levée de fonds, relevait combien chacun et chacune a un rôle à jouer pour favoriser ce genre de conversations. Le personnel a rédigé un nouveau document présentant la vision et la raison d'être de la WACC, intitulé *Enabling People to be Seen and Heard*, en plus d'une brochure de présentation qui servira lors des efforts de levée de fonds, et d'un document plus détaillé sur la mise en œuvre de la stratégie de financement. Une attention particulière a été placée sur l'importance de rendre la WACC plus visible au sein du public, particulièrement au Canada, et plus largement audible sur les enjeux des droits de communication.

En dépit de ces mesures, la diversification du financement et l'obtention de fonds couvrant les opérations demeurent extrêmement difficiles, particulièrement aujourd'hui, compte tenu des bouleversements économiques que subissent plusieurs secteurs en raison de la pandémie de la Covid-19.

## **2.2 La structure opérationnelle**

*Objectif : Soutenir une structure de gestion et de fonctionnement claire et efficiente qui permet à la WACC d'assurer une présence et un engagement efficaces dans les processus internationaux qui s'alignent avec sa vision et sa mission.*

Ayant deux bureaux situés au Royaume Uni et au Canada, la WACC a pris des mesures visant à consolider son système de gouvernance, à éliminer les doubles exigences d'adhésion, et à atteindre une meilleure efficacité administrative afin que plus de

ressources humaines et financières soient dirigées vers les programmes. En 2019, à l'échelle mondiale, un nouveau comité directeur et un conseil d'administration ont été élus pour superviser l'ensemble de la WACC.

### **2.3 La collaboration et les relations**

*Objectif : Renforcer les relations avec, et la collaboration entre les membres, les partenaires, les alliés et le personnel, afin de réaliser plus efficacement la mission et les priorités programmatiques de la WACC.*

La WACC a souligné son 50<sup>e</sup> anniversaire par un symposium explorant les nouveaux défis dans le domaine de la communication pour le changement social. Le symposium a eu lieu à Hambourg, en Allemagne, à la suite d'une réunion de trois jours du conseil d'administration de la WACC.

La relation avec l'Alliance ACT a été consolidée, la WACC offrant un espace de bureau à la personne en charge des communications et à celle chargée des communications relatives au changement climatique œuvrant pour l'Alliance.

Par ailleurs, le nombre de membres institutionnels et individuels poursuit son déclin, une tendance qui se maintient depuis la dernière décennie, exacerbée par le changement des priorités mondiales et régionales ainsi que les défis financiers. Le fait de rejoindre et de mobiliser la participation de nouveaux membres requiert une visibilité, des actions et des ressources à la fois sur le plan mondial et régional. Les frais d'adhésion sont retournés à 100 % dans les régions, pour soutenir les activités des associations régionales. Une campagne d'adhésion est prévue au début de 2021.

[1] Comme : le [Classement mondial de la liberté de la presse](#) produit par Reporters sans frontières. L'[Index universel des droits de l'homme](#) produit par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Le [Human Freedom Index](#) produit par l'Institut Fraser. L'[Indice de la démocratie](#) compilé par l'Economist Intelligence Unit (EIU), mesurant l'état de la démocratie dans 167 pays. Le [Human Freedom Index](#) publié par le Cato Institute, présentant le statut de la liberté des personnes dans le monde, en fonction d'une large mesure qui comprend la liberté personnelle, civile et économique. [Digital Accessibility Rights Evaluation Index](#) (DARE), un outil d'analyse comparative destiné aux défenseurs des personnes handicapées, aux gouvernements, à la société civile, aux organisations internationales et aux décideurs, qui trace les progrès des pays dans leurs efforts pour rendre les Technologies de l'information et de la communication (TIC) accessibles à toutes et tous. Le [KidsRights Index](#), une initiative de la KidsRights Foundation en coopération avec la Erasmus University de Rotterdam, qui estime annuellement la manière dont les droits des enfants sont respectés à l'échelle mondiale, et dans quelle mesure les pays sont engagés à améliorer les droits des enfants. Le [Projet mondial de surveillance des médias](#) (GMMP), qui évalue la représentation des femmes dans les médias d'information du monde entier.

[2] Comme la Soros Foundation et la Ford Foundation, qui ont à différents moments exprimé un grand intérêt envers les idéaux démocratiques et le rôle clé que jouent les droits de communication.